

## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN SUD-GIRONDE

### Pratiques et besoins de mutualisation des acteurs

(Restitution de l'enquête octobre / novembre 2014)

#### Méthodologie d'étude

Ces chiffres ont été établis sur la base d'une enquête, réalisée sous forme d'un questionnaire en ligne et diffusée auprès d'environ **400 acteurs de l'ESS du territoire** par mail et relayé par les acteurs du territoire.

Cette enquête a permis de récolter **85 questionnaires remplis** dont 77 exploitables, représentant 82 établissements du territoire (71 établissements d'associations, 6 de coopératives, 5 de sociétés commerciales), soit 20% des acteurs employeurs du territoire ayant répondu.  
Périmètre géographique : arrondissement de Langon

#### Quelle définition des acteurs de l'ESS ?

Ont été prises en comptes les fondations, les mutuelles, les coopératives, les associations (hors secteur bancaire, mutuelles d'assurance / santé et grande distribution).  
A également été ajouté un panel de sociétés commerciales dont les activités peuvent relever du champ social (services à la personne, insertion par l'activité économique, activités d'action sociale sans hébergement) et qui sont susceptibles, à ce titre, de rentrer dans le cadre de la loi ESS de juillet 2014.

#### 12% à 34% des répondants sont intéressés par d'autres formes de mutualisation

**Le partage de matériel** : intéresse surtout les familles d'activités « secteur culturel », « associations, clubs sports et loisirs » et « social et médical – hébergement et ESAT », et les structures non employeuses.

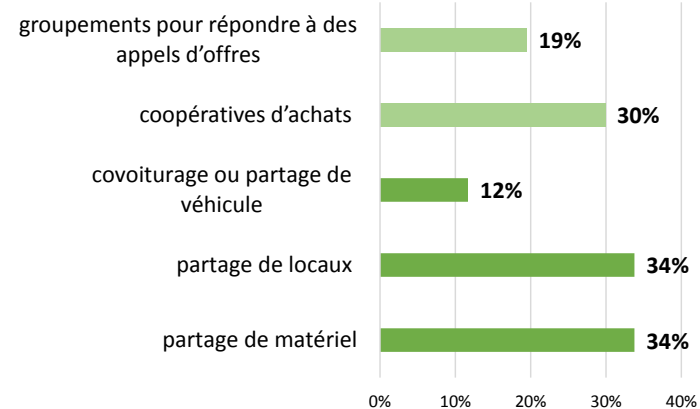
**Le partage de locaux** : intéresse toutes les familles d'activités à l'exception des « services à la personne » et de « l'IAE », toutes les tailles d'établissements et particulièrement les non employeurs.

**Les coopératives d'achats** : intéressent toutes les familles d'activités (plus particulièrement les « associations, clubs sports et loisirs ») et toutes les tailles d'établissements.

**Les groupements pour répondre à des appels d'offre** : intéressent principalement les familles d'activités « services aux professionnels », « formation » et « services à la personne ». On remarque que le degré d'intérêt pour cette solution croît avec la taille des structures.

**Le covoiturage ou partage de véhicule** : intéresse principalement les familles d'activités « secteur culturel », « formation » et « services à la personne ».

% intérêt pour la mutualisation (sur 77 répondants)



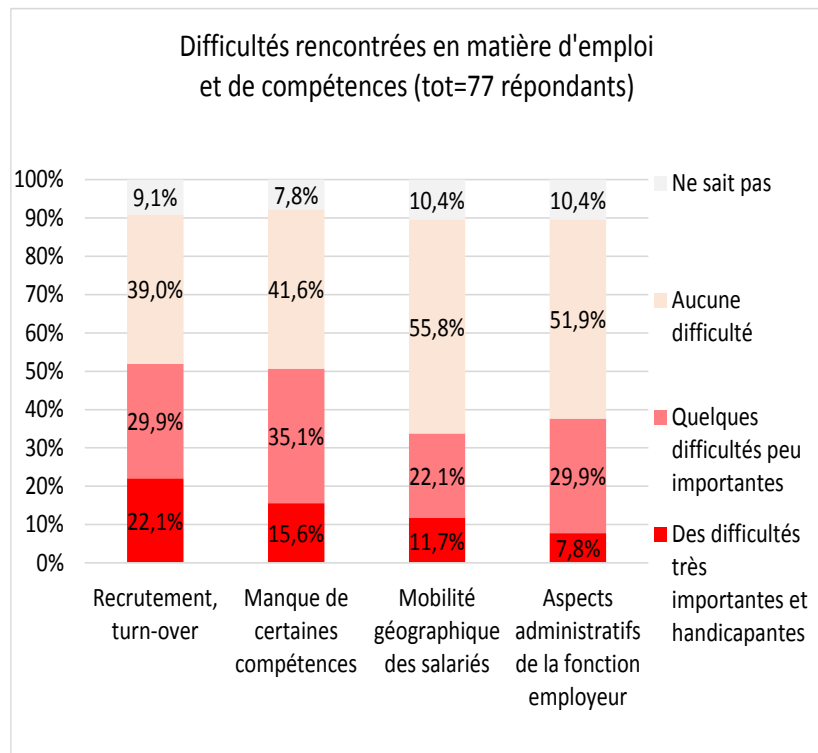
## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE EN SUD-GIRONDE

### Pratiques et besoins de mutualisation des acteurs

(Restitution de l'enquête octobre / novembre 2014)

#### 70% des répondants rencontrent personnes des difficultés en matière d'emploi et de compétences

Difficultés importantes et handicapantes pour la moitié d'entre eux, le plus souvent en matière de recrutement ou par manque de certaines compétences.



#### La mutualisation, une pratique déjà fréquente chez les acteurs de l'ESS du Sud Gironde

62,3% des personnes interrogées pratiquent la mutualisation (en matière de locaux, matériel, emplois ou compétences principalement) / 44% des personnes interrogées ont des ressources qu'ils pourraient partager (des emplois ou des compétences pour 71% d'entre eux).

#### 66% des personnes interrogées manifestent un intérêt pour la mutualisation en matière d'emploi et de compétences

51 personnes (66%) disent être intéressées par des solutions de mutualisation en matière d'emploi et de compétences, dont 38 (49%) sur la mutualisation d'emploi.

Pour la mutualisation d'emploi (partage de poste salarié, création de poste mutualisé et groupement d'employeurs), tous les profils sont intéressés, plus particulièrement les familles d'activités « services à la personne », « services aux professionnels » et « social et médical, accueil, accompagnement, éducation », les tranches d'effectifs salariés 10 à 19,9 ETP (Equivalent Temps Plein). Il s'agit notamment d'acteurs dont les perspectives d'évolution de leurs activités sont plutôt à la hausse.

Pour la formation collective, certains profils sont plus intéressés : les familles d'activités « services à la personne » et « IAE (Insertion par l'Activité Économique) », les petites ou grosses structures employeuses (moins de 3 ETP ou au moins 20 ETP), et celles qui rencontrent des difficultés sur la fonction employeur (tous types) et dont les activités sont à la hausse.

Les domaines qui intéressent le plus les personnes interrogées sont la communication (41% des personnes intéressées, 21 personnes), l'administratif et la recherche de financement (31%, 16 personnes) et le développement commercial / marchés publics et privés, (27%, 14 personnes).

